

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Grève des examens – Menaces de sanctions, de retraits de salaires : le ministre a peur et il ment

Le mouvement de grève des examens, quelle que soit sa forme, prend une ampleur importante :

- grèves lors des surveillances,
- grève des corrections sur site,
- grève pour la saisie des notes et les rétentions de copies
- grève durant les délibérations de jury.

Face à un mouvement qui s'amplifie contre les réformes libérales et réactionnaires voulues par le ministre, Jean-Michel Blanquer agite dans la presse des menaces de sanctions contre les personnels mobilisés.

Ces menaces n'ont, une fois encore, aucune portée juridique. SUD éducation rappelle que les personnels grévistes exercent un droit garanti par la Constitution et la loi : toute sanction prise dans ce cadre serait illégale. En ce qui concerne les rétentions de copies, les textes réglementaires prévoient explicitement que les retraits de salaire ne peuvent intervenir qu'à compter du jour où l'administration est en position de constater un retard dans la saisie des notes ou du rendu des copies (circulaire du 4 juillet 1961), un retrait rétroactif remontant à la récupération des copies serait donc illégal.

La posture autoritariste du ministre montre bien son inquiétude face à la détermination des personnels. Ces méthodes font écho à la répression et aux tentatives d'intimidation menées par le ministère contre les personnels mobilisés depuis le début de l'année scolaire.

SUD éducation soutient toutes les modalités d'action décidées par les personnels en Assemblée générale.

SUD éducation appelle à étendre collectivement le mouvement de grève des examens : rétentions de notes, grève des corrections sur site, solidarité avec les convoqué-e-s...